

# NEWS

Bi-mensuel



ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski  
9, av. de la Joyeuse Entrée, 1040 Bruxelles Belgique

1-15 février 1988

n° 106

## ACTIONS SYNDICALES POUR LA DEFENSE DES CONDITIONS DE VIE DES TRAVAILLEURS

LES AUTORITES polonaises, non découragées par l'échec du referendum et négligeant l'appel de NSZZ "Solidarnosc" pour de véritables réformes économiques et non de dangereuses escalades de prix, ont introduit la "1ère étape" des augmentations de prix. Celles-ci s'élèvent de 40% pour les produits alimentaires à 100% pour le gazoil (en passant par les loyers, la poste, les transports en commun, etc.); dans deux mois, elles iront de 100% à 200% pour l'électricité, le charbon et des services comme les crèches ou les maternelles. Le gouvernement déclare ces mesures nécessaires pour réduire les subsidiations et diminuer le taux d'inflation. En fait, leur effet sera contraire: même les planificateurs reconnaissent qu'elles propulseront le taux d'inflation. Ainsi, une fois de plus, la société aura à porter le fardeau de l'incompétence du régime et sa réticence à introduire de profondes réformes économiques. Contrairement aux déclarations officielles, la vieille stratégie consistant à solutionner les problèmes économiques par les hausses de prix est toujours en vigueur.

La compensation salariale initiale de 1.750 zlotys par ouvrier, maximum autorisé par le projet de réforme, a même été critiquée par les néo-syndicats officiels et ensuite, relevée à 6.000 zl.

Profitant de l'expérience du passé, le régime a mobilisé et déployé préventivement d'importantes forces de l'ordre. Dans plusieurs grandes villes, des militants de "Solidarnosc" ont organisé des marches de protestation mais celle-ci s'est cristallisée au niveau des entreprises. Jugeant les compensations salariales insuffisantes, les ouvriers ont revendiqué de augmentations plus importantes. L'état de préparation à la grève a été annoncé dans les plus grandes entreprises. Dans la plupart des cas, les directions ont accepté leur revendication d'une hausse de 100% de la compensation (12.000 zl). Ainsi, cette tentative, pour forcer les travailleurs à accepter aveuglement la dégradation de leur niveau de vie au profit d'une illusoire prospérité dans un avenir proche, s'est dissipée devant les menaces de grève. Lech Walesa a indiqué que c'est le syndicat qui déterminera le moment et la forme de sa protestation. Il est depuis longtemps clair qu'aucun programme de réforme ne pourra réussir sans un large soutien social et pour cela, un véritable dialogue entre les autorités et les authentiques représentants sociaux est indispensable. NSZZ "Solidarnosc" et son président, Lech Walesa se sont déclarés prêts à engager un tel dialogue. La balle est à présent dans le camp du pouvoir.

\*\_\*\_\*\_\*\_\*

\*\_\*\_\*

LECH WALESA a confirmé son intention de conduire une délégation de 4 personnes de la direction nationale de NSZZ "Solidarnosc" au 14ème Congrès de la Confédération Internationale des Syndicats Libres qui se tiendra à Melbourne en Australie à la mi-mars. NSZZ "solidarnosc" est affilié à la CISL et à la CMT depuis novembre 1986. La réaction des autorités polonaises n'est pas encore connue. Jusqu'ici, Lech Walesa a toujours été empêché de voyager à l'étranger.

organisée par des militants démocratiques des pays de l'est à l'initiative de la "Charte 77" tchécoslovaque. A Varsovie, un groupe de manifestants a été dispersé par la police devant l'ambassade roumaine. Les autorités accusent l'opposition démocratique de "provocations visant à créer la discorde entre les pays socialistes frères".

UN DOCUMENT se présentant comme un "communiqué" diffusé le 6 janvier 1987 par la Commission Nationale Exécutive (KKW) de NSZZ "Solidarnosc" et imprimé sur un papier à lettre similaire à celui de notre Bureau de Paris a été adressé à plusieurs organisations syndicales internationales. Le Bureau de Coordination confirme que ce document d'ailleurs mal rédigé est une contrefaçon.

78 MILITANTS de NSZZ "Solidarnosc" ont adressé, avec d'autres militants démocratiques des pays de l'est, une lettre de protestation au Conseil d'Etat de la RDA, demandant la libération de cinq personnes arrêtées à Berlin-Est. Les signataires soulignent que les militants est-allemands demandaient seulement le droit à une pensée différente et à exprimer eu s o inions sans autorisation officielle. "Nous demeurons solidaires de tous ceux qui en RDA souffrent de persécution du fait de leurs convictions démocratiques", assurent les pétitionnaires.

UNE JOURNEE de solidarité avec le peuple roumain a été

4°P. 12007

REPRESSIONS DANS LA REGION de Basse-Silésie, tel est le titre d'un rapport diffusé par la commission régionale de NSZZ "Solidarnosc". Ce document présente une liste de 247 militants syndicaux et indépendants, victimes des répressions policières durant la période 1986-87. Ce rapport attire l'attention sur les mesures financières répressives adoptées par les autorités afin de paralyser le Syndicat en imposant de lourdes amendes; de cette manière, le pouvoir évite les spectaculaires procès politiques ou trop d'emprisonnements qui nuirait à sa nouvelle image de marque. Ainsi, la plupart des militants répertoriés ont été jugés par des tribunaux de police qui ont prononcé dans cette région des amendes pour un total de 3,5 millions de zlotys! L'amende moyenne équivaut à 2 mois de salaires. De plus, des automobiles et de biens personnels (e. a. ordinateurs, machines à écrire, cassettes, vidéo, etc.) ont été confisqués. Ces données, qui correspondent à celles des autres régions, mettent en évidence l'énorme fardeau, sans cesse croissant, que doit supporter notre Syndicat pour rembourser les amendes frappant ses militants. Sans égard du coût, NSZZ "Solidarnosc" renouvelle son engagement d'aide à ses militants, il ne peut le faire cependant seul: pour cela, l'aide financière des syndicalistes étrangers est absolument nécessaire.

MALGRE LE REJET par le tribunal de sa demande d'enregistrement, le Comité Fondateur de NSZZ "Solidarnosc" de l'usine de tracteurs "Ursus" près de Varsovie entend mettre son programme à exécution. Un meeting rassemblant les militants de tous les départements de l'entreprise a décidé d'adopter ce programme dans toutes les cellules syndicales. Des comités d'atelier clandestins ont été constitués pour le mettre en pratique. Dans le même temps, le Comité a appelé tous les travailleurs à ne pas se soumettre à la pression et l'intimidation policière; le Comité assure que la liste des travailleurs désireux de rejoindre NSZZ "Solidarnosc", si le Syndicat retrouve son statut légal, est entre des mains sûres. La police de sécurité, afin de briser la structure syndicale de l'entreprise, a usé de menaces et chantages cherchant à forcer les travailleurs à collaborer.

WALESA vs. l'ENCYCLOPEDIE: La nouvelle édition de l'Encyclopédie Polonaise publiée par la maison d'édition scientifique d'état a complètement censuré toute information sur Lech Walesa. On peut s'étonner de l'absence de toute indication sur le seul Prix Nobel de la Paix polonais.

WLADYSLAW FRASYNIUK, leader de NSZZ "Solidarnosc" de la région de Basse-Silésie, a adressé une lettre aux militants du mouvement étudiant indépendant (NZS): "Il est vrai que les perspectives pour un jeune polonais sont très sombres, puisque le pays est au bord de la catastrophe. C'est précisément pour cette raison que la

passivité ou l'émigration sont inacceptables. Plutôt que de changer de pays, changeons la Pologne. Il est temps de prendre le destin de notre pays entre nos mains. Nous devons mettre un terme à 40 ans de dégradation de ce pays et à son appropriation par d'égoïstes dictateurs du prolétariat, prophètes de l'utopie communiste. NSZZ "Solidarnosc" attend qu'en ce moment crucial de la lutte pour la Pologne vous vous trouviez à son côté".

LA PROFONDE RECESSION de l'industrie du logement en Pologne est pour beaucoup l'aspect le plus catastrophique de la crise nationale. A Varsovie, la période d'attente pour un appartement coopératif pré-payé est de 50 ans! Sous le régime Jaruzelski, la production de logements a régressé à son niveau du début des années 60. Qu'offrent les autorités aux millions de familles en attente d'un logement? Rien, sinon des discours. Le mois dernier, le gouvernement a décidé de libérer un peu de la pression de mécontentement en organisant "un congrès national des personnes sans logement". Plusieurs centaines de personnes soigneusement sélectionnées y ont participé et ont débattu sous l'oeil attentif de la censure (qui a rejeté certains des slogans proposés comme anti-socialistes). Le congrès s'est achevé, les gens sont rentrés chez eux. Qu'est-ce qui a changé, été accompli? Le leader des néo-syndicats semblait profondément déconcerté par toutes ces interrogations et répondit que personne n'attendait réellement quoique ce soit de neuf. Et il en est bien ainsi; aucun programme, aucune solution n'ont été avancés. Pourtant, un tel programme, élaboré par NSZZ "Solidarnosc", existe depuis 1981. Il propose de fondamentales réformes de l'ensemble de la structure industrielle, financière et légale liée à la construction de logement: la création d'une "banque du logement" qui soutiendrait toute forme d'entreprise de construction coopérative ou individuelle; l'introduction de nouveaux statuts légaux garantissant, e. a., la protection de tout type de propriété; une exemption de dix ans de toute taxe pour l'ensemble du secteur du logement et une politique fiscale favorable dans l'avenir; la liaison des salaires à la productivité et à la qualité dans l'industrie de construction. Ces propositions, capables d'apporter une solution, sont rejetées par les autorités. Un des slogans retirés par la censure indiquait: "pour construire le socialisme, il faut d'abord un toit sur la tête". Le régime, semble-t-il, a un point de vue différent.

En 1982, dans la province de Varsovie, on a construit 9.500 logements, en 1986, seulement 6.900; dans la province de Cracovie, dans le même temps, le nombre de logements construits est passé de 3.300 à 2.400; et dans la province de Cracovie, de 20.300 à 16.500. En 1980, on consacrait à la construction 6,4% de la production industrielle, actuellement 4,8%. La sidérurgie, par ex., consacrait en 1980, 12% de sa production industrielle à la construction, à présent à peine 7%.